

De la censure des médias au Maghreb et au Moyen-Orient : dispositifs, logiques, pratiques

Responsables

Marianna Ghiglia

(IRD-Ceped, ERC LIVE-AR)

Chloé Nejma Rondeleux

(Université Paris 1

Panthéon-Sorbonne, CHS,
DREAM)

Judi 13 juillet 2023

8h30-10h30

Salle Athéna 048

Discutant

Leyla Dakhli

(CNRS / Centre Marc Bloch)

Intervenants

Marianna Ghiglia

(IRD-Ceped, ERC LIVE-AR)

Nofret Berenice

Hernández Vilchis

(Centro de Investigación y
Docencia Económicas, Mexico)

Simon Mangon

(IRD-Ceped, ERC LIVE-AR)

Chloé Nejma Rondeleux

(Université Paris 1

Panthéon-Sorbonne, CHS,
DREAM)

Résumé de l'atelier

Cet atelier se propose de réfléchir à la censure des médias d'information dans plusieurs pays de la région MENA. L'intérêt pour cet objet incontournable, parmi les recherches qui se consacrent à l'étude des journalistes et des journalismes dans la région, est né du constat que, bien qu'omniprésente dans les discours, la censure des médias reste assez peu étudiée pour elle-même. En réunissant des chercheur-e-s issu-e-s de plusieurs champs disciplinaires (histoire, anthropologie, sociologie, science politique) dont les travaux portent sur différents pays du Maghreb et du Moyen-Orient (Algérie, Égypte, Palestine, Jordanie), cet atelier a pour objectif d'engager une première réflexion collective à propos de la censure et des limites du dicible dans une démarche comparatiste. Les contributions entendent s'intéresser à la fois aux acteurs et institutions participant au contrôle de l'information et à ceux qui la subissent ainsi qu'aux dispositifs, pratiques et logiques adoptés par les censeurs et les censurés. Dans la lignée des travaux sur la « nouvelle censure » parus à partir des années 1990 (Annette Kuhn, Michael Holquist, Judith Butler, Robert Darnton, etc.), cet atelier souhaite dépasser les approches traditionnelles abordant la censure en tant que lutte entre les « enfants de la lumière », d'une part, et « ceux des ténèbres », de l'autre (Darnton, 2014), pour mettre en évidence son pouvoir producteur/constituteur (Butler, 1998), au-delà du penchant répressif régulièrement souligné.

Programme

Marianna Ghiglia

Réflexions sur l'histoire de la censure de la presse : censeurs et limites du dicible en Égypte (de 1952 à nos jours)

Cette communication analyse les écueils et les spécificités de l'écriture de l'histoire de la censure de la presse en Égypte. Comment étudier un objet dont l'opacité est par définition indéniable ? Quelles sources et quelles approches mobiliser ? En prenant en considération le corpus documentaire construit lors de ma recherche doctorale sur les journalistes égyptiens – notamment la littérature autobiographique et mémorielle –, la communication portera sur ces questions épistémologiques et méthodologiques qui hantent tout historien intéressé à la censure. Je me pencherai ensuite sur la question du « censeur » et de ses interactions régulières avec les artisans de la presse. Tout en mettant en évidence la diversité et pluralité des acteurs qui participent au « drame social » de la censure, je montrerai les différents dispositifs et logiques à l'œuvre ainsi que leurs évolutions sur la période allant de 1952 à nos jours.

Nofret Berenice Hernández Vilchis

Bionarrative et autocensure : enjeux globaux et locaux du journalisme palestinien

Dans un contexte où les médias *mainstream* sont empreints d'une *bionarrative* orientaliste, les journalistes palestiniens sont-ils contraints, pour rendre visible leur récit, de pratiquer l'autocensure ? J'entends par médias *mainstream* les journaux, agences d'information et chaînes audiovisuelles les plus reconnus au niveau international. Je citerai, à titre d'exemple, *The Washington Post*, *The New York Times*, *The Independent*, *The Guardian*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *CNN*, *BBC*, *France 24*, *DW*, *AP*, *Reuters* et *AFP*. Le terme *bionarrative* est forgé à partir du concept foucauldien de biopolitique pour expliquer la façon dont le récit asymétrique véhiculé par les *mainstream media* invisibilise et disqualifie la parole des journalistes palestiniens. J'emprunte aussi le concept d'orientalisme d'Edward Saïd, puisque ce récit a été souvent diffusé par les médias *mainstream* en empêchant de comprendre la vie quotidienne des Palestiniens au-delà de la violence. En se focalisant sur la période de la première Intifada à nos jours, cette communication se propose de montrer comment cette *bionarrative* orientaliste nuit aux journalistes palestiniens en décrédibilisant leur professionnalisme. Par la remise en cause de leur légitimité en tant que professionnels de l'information, ce récit dominant ébranle la pratique quotidienne de leur métier et influence la façon dont ils traitent les sujets locaux, les contraignant à l'autocensure. Cette dernière peut être justifiée au nom de « l'unité nationale ». Néanmoins, une nouvelle génération de journalistes palestiniens plus critiques envers les pouvoirs publics et plus résistants à cette *bionarrative* orientaliste est en train d'apparaître.

Simon Mangon

Le gag order en Jordanie : un outil bruyant de la mise sous silence des médias

Le système de censure s'est transformé en Jordanie depuis la fin de la loi martiale en 1991. L'interdiction explicite et arbitraire de journaux a laissé place à des modes de contrôle plus subtils et discrets allant du refus de l'autorisation de publication à l'asphyxie économique des médias en passant par les pressions des services de sécurité. Un dispositif politique détonne cependant par rapport à ce phénomène contemporain d'invisibilisation de la censure, le *gag order* (« obligation de silence ») décrété par les autorités juridiques ou politiques. En revenant sur l'utilisation de cet outil lors d'événements politiques récents (la grève du syndicat des enseignants en 2019 et l'affaire du Prince Hamza en 2021), cette communication se penche sur les évolutions de la politique du « faire taire » en Jordanie et sur les stratégies de contournement adoptées par les journalistes dans la période de renforcement autoritaire post-2015.

Chloé Nejma Rondeleux

Récits de censures dans les médias algériens des années 1980

Le soulèvement populaire d'octobre 1988 a provoqué une libération de la parole dans tous les secteurs de la société algérienne, notamment dans celui de l'information. Pour la première fois depuis l'instauration du parti unique en 1965, les termes de censure et d'autocensure apparaissent abondamment dans les médias qui relaient les témoignages des journalistes et professionnels de l'information sur ces expériences, omniprésentes dans les rédactions, mais invisibles au grand public. À partir des récits journalistiques collectés dans les médias des années 1980 et d'entretiens réalisés auprès de journalistes, cette communication se propose de saisir la matérialité de la censure en s'intéressant aux formes concrètes des censures pratiquées dans les médias algériens des années 1980. Ce faisant, elle s'attachera aussi aux stratégies adoptées par les journalistes pour s'adapter au cadre contraignant qui leur est imposé.